



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires**

ALBI, le 17 septembre 2020

Service eau, risques, environnement et sécurité

Affaire suivie par : DE LIEGE Sylvie  
Tél. : 05.81.27.59.84.  
Mèl. : sylvie.de-liege@tarn.gouv.fr

**Ets RAYNAUD JEUNE  
USINE DE LONGCHAMP  
81240 ROUAIROUX**

**Objet** : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Effacement partiel de seuil – Échancrure sur la commune de ROUAIROUX - Accord sur dossier de déclaration**

Réf. : **81-2020-00319**

Pj : certificats de commencement et d'achèvement de travaux

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Effacement partiel de seuil - Échancrure sur la commune de ROUAIROUX**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 17 Septembre 2020, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

**Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune :

- ROUAIROUX

pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) de SAGE AGOUT pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du TARN durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la

décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la préfète et par délégation  
le directeur départemental des territoires,  
Par délégation, le chef du BRE,



**Stéphane BONNAUD**

Copie :

- sous-préfecture de Castres
- office français de la biodiversité (par message électronique)
- CLE du SAGE Agoût (par message électronique)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.